



# VEILLE ÉCONOMIQUE

ENERGIE – ENVIRONNEMENT – ENTREPRISES – NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BERLIN

N°07 – juillet/août 2023

## Sommaire :

- **TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE.....2**
  1. Actualisation de la stratégie hydrogène allemande.....2
  2. Le Fonds pour le Climat et la Transformation 2024 – 2027 adopté en Conseil des ministres.....2
  3. Le conseil d'experts sur le climat présente un rapport critique sur la politique climatique allemande.....2
  4. Le gouvernement adopte la 1<sup>ère</sup> loi fédérale sur l'adaptation au climat.....3
  5. Le gouvernement valide un paquet de mesures en faveur du photovoltaïque (*Solarpaket 1*).....3
  6. Résultats de deux périodes d'appels d'offres éoliens offshore.....4
- **TRANSPORTS.....4**
  1. Le réseau ferroviaire obtiendra 24 Mds € d'investissements d'ici 2027.....4
  2. Les bénéficiaires de Lufthansa atteignent un niveau historique.....5
  3. L'opinion publique allemande ouverte aux véhicules autonomes.....5
- **ENTREPRISES ET INTERNATIONAL 5**
  1. Le fabricant de semi-conducteurs TSMC annonce un investissement important en Allemagne..... 5
  2. Le gouvernement allemand a publié sa « Stratégie Chine »..... 6
  3. L'Allemagne pourra soutenir les investissements dans les technologies vertes sans approbation de la Commission..... 6
  4. Bayer revoit à la baisse ses objectifs de bénéfices pour 2023 ..... 7
  5. La plus grande entreprise de recyclage de batterie lithium-ion d'Europe sera en Allemagne..... 8
  6. Réunion gouvernementale au château de Meseberg ..... 8
- **NUMERIQUE-INNOVATION..... 8**
  1. Les débats autour de l'utilisation des composants de Huawei s'intensifient ..... 8
  2. Le nouveau plan d'action sur l'IA du ministère de la recherche: une approche Team Europe..... 9
  3. Une rentrée rythmée par les salons Gamescon à Cologne et l'IFA à Berlin..... 9



# TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE

## 1. Actualisation de la stratégie hydrogène allemande

Le 26 juillet, le gouvernement a publié une actualisation de sa stratégie nationale hydrogène, datant de 2020. Elle a été validée par tous les ministères compétents (Énergie, Développement, Environnement, Transport, Recherche). La stratégie se divise en quatre champs d'action : (1) Disponibilité suffisante de l'hydrogène ; (2) Mise en place d'une infrastructure d'hydrogène performante ; (3) Établissement de l'utilisation de l'H<sub>2</sub> dans les différents secteurs ; (4) Conditions-cadres efficaces. Les besoins de l'Allemagne sont estimés entre 95 et 130 TWh à horizon 2030, comme dans la première version, dont les 2/3 pourraient être importés. L'objectif de capacité d'électrolyse domestique en 2030 passe de 5 GW jusqu'à présent, à au moins 10 GW. La stratégie reconnaît également l'utilisation transitoire d'hydrogène « bleu » issu du gaz naturel avec CCS. L'utilisation à titre transitoire d'hydrogène dit « turquoise », produit par pyrolyse du méthane, et « orange », produit à partir de déchets et résidus, est également évoquée. Le document souligne qu'une stratégie d'importation d'hydrogène couvrant à la fois les pays fournisseurs européens et extra européens sera élaborée en parallèle à la stratégie H<sub>2</sub>, d'ici la fin de l'année.

## 2. Le Fonds pour le Climat et la Transformation 2024 – 2027 adopté en Conseil des ministres

Le projet de plan financier du Fonds pour le Climat et la Transformation (*KTF*) pour la période 2024-2027 a été adopté le 9 août par le Conseil des ministres. Le projet entend ainsi, selon le communiqué de presse du ministère fédéral des Finances (BMF), « *apporter une contribution centrale à la réalisation des objectifs du gouvernement fédéral en matière de politique énergétique et climatique* ». En 2024, le plus gros poste de dépenses devrait être affecté à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments : 18,8 Mds€ devraient y être consacrés. 12,6 Mds€ seraient prévus pour le développement des énergies renouvelables. L'année prochaine, la transformation des réseaux de chaleur devrait être soutenue à hauteur de 800 Mio€. De plus, 3,8 Mds€ serait affecté au développement de la filière hydrogène en 2024. Il ressort par ailleurs du projet de plan financier une augmentation substantielle de la tarification carbone nationale : le prix du CO<sub>2</sub>, qui s'établit à 35 € la tonne en 2023, serait porté à 40 € en 2024 et augmenterait d'année en année pour atteindre 85 € en 2027. Concernant la mise en place de mesures de compensation, le ministre fédéral des Finances Christian Lindner (FDP) a annoncé des progrès sur « l'allocation climat » (*Klimageld*), ce qui suscite de vifs débats. Le Parlement doit encore examiner ce projet à la rentrée, en même temps que le projet de budget 2024.

## 3. Le conseil d'experts sur le climat présente un rapport critique sur la politique climatique allemande

Les mesures allemandes de protection du climat vont certes dans la bonne direction, mais ne sont pas encore suffisantes pour atteindre les objectifs climatiques d'ici 2030. C'est le résultat décevant que le conseil d'experts sur les questions climatiques (*Expertenrat für Klimafragen*) du gouvernement fédéral a présenté le 22 août. Les experts ont examiné

l'impact du projet de programme de protection climatique (*Klimaschutzprogramm*) présenté par le gouvernement fédéral en juin. Selon le rapport, la mise en œuvre de l'ensemble des 130 mesures qu'il contient, telles que la loi sur l'énergie dans le bâtiment (*GEG*) et le péage pour les poids-lourds basé sur les émissions de CO<sub>2</sub>, présenterait des lacunes importantes. Les objectifs globaux de réduction de CO<sub>2</sub> fixés dans la loi sur la protection du climat (*KSG*) ne pourraient donc pas être atteints : un dépassement significatif de plus de 200 Mio. de tonnes est attendu d'ici 2030. Dans le secteur du bâtiment, les experts estiment qu'il reste un écart total de 35 Mio. de tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub> à économiser d'ici 2030 pour atteindre les objectifs climatiques. Dans le domaine des transports, ce chiffre se situe entre 117 et 191 Mio. de tonnes d'ici 2030. Ainsi, le projet du gouvernement fédéral doit être révisé en tenant compte de l'avis du conseil d'experts, puis adopté.

#### 4. Le gouvernement adopte la 1<sup>ère</sup> loi fédérale sur l'adaptation au climat

Le gouvernement fédéral a adopté le 13 juillet le projet de loi sur l'adaptation au changement climatique (*KAnG*) visant à mieux préparer la société aux conséquences de la crise climatique telles que les sécheresses, les fortes pluies ou la chaleur, à minimiser les risques et à éviter les dommages. La ministre fédérale de l'Environnement Steffi Lemke (Verts) met ainsi en œuvre une directive de l'accord de coalition. Le projet de loi crée pour la première fois un cadre contraignant pour une adaptation climatique préventive à tous les niveaux administratifs (fédéral, Länder et communes). L'Etat fédéral souhaite charger les Länder de présenter et de mettre en œuvre leurs propres

stratégies d'adaptation au climat, de veiller aux concepts dans les communes et de dresser un rapport tous les deux ans à l'Etat fédéral sur les progrès réalisés à partir de l'automne 2024. Le gouvernement fédéral doit présenter une « stratégie préventive d'adaptation au climat », distincte du projet de loi, pour fournir des objectifs concrets et mesures dans 7 clusters qui concernent des domaines tels que l'eau, les infrastructures et la santé. Le gouvernement fédéral entend livrer cette stratégie au plus tard le 30 septembre 2025. Selon les informations du ministère fédéral de l'Environnement (BMUV), la coalition souhaite toutefois l'adopter d'ici fin 2024.

#### 5. Le gouvernement valide un paquet de mesures en faveur du photovoltaïque (*Solarpaket 1*)

Le 16 août 2023, le gouvernement fédéral s'est mis d'accord sur un ensemble de mesures visant à renforcer le développement de l'énergie photovoltaïque en Allemagne : le « paquet solaire 1 ». Ce paquet s'inscrit dans la stratégie « photovoltaïque » présentée par le BMWK en mai 2023. Selon la nouvelle version de la loi allemande pour les énergies renouvelables (*EEG 2023*), entrée en vigueur au 1er janvier 2023, la capacité photovoltaïque installée en Allemagne doit atteindre 215 GW à horizon 2030, contre environ 67 GW installés fin 2022. Ainsi, le rythme de développement annuel doit être multiplié par trois, de 7,5 GW en 2022, à 22 GW en 2026 (Source : BMWK). Parmi les mesures du « paquet solaire », il est notamment prévu le renforcement du photovoltaïque au sol. Les installations agri-photovoltaïques extensives devraient bénéficier d'un bonus sur certaines surfaces, si elles peuvent justifier certains critères comme par exemple l'absence

d'utilisation d'herbicides. Pour les installations photovoltaïques permettant un double usage, par exemple les installations flottantes, les ombrières de parking, le gouvernement prévoit un segment d'appel d'offres spécifique. Le renforcement du photovoltaïque sur les toits des bâtiments commerciaux et plusieurs mesures visant à renforcer la participation citoyenne aux projets sont également prévues. La procédure parlementaire visant à examiner ces mesures pourrait débiter à l'automne, pour une entrée en vigueur début 2024.

## 6. Résultats de deux périodes d'appels d'offres éoliens offshore

L'Agence fédérale des réseaux (BNetzA) a dévoilé cet été les résultats de deux appels d'offres éolien en mer, selon les nouvelles modalités inscrites dans la loi allemande pour l'éolien en mer (*WindSeeG*), entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023 : (1) Lors du premier appel d'offres pour quatre surfaces non pré-examinées de manière centralisée, pour la première fois la procédure d'appels d'offres dite « dynamique » a été mise en œuvre, comme plusieurs offres à 0 centimes ont été proposées lors du premier tour. Ainsi, pour départager ces offres, les porteurs de projets ont proposé un montant afin d'obtenir les « droits d'entrée » sur les surfaces. Finalement, une somme sans précédent de 12,6 Mrds € a été proposée, par Total et BP qui ont remporté respectivement deux surfaces chacun. 90 % de cette somme sera versée au gestionnaire de réseau, 5 % pour la protection de la nature et 5 % pour la pêche. (2) Le deuxième appel d'offres concernait quatre surfaces non pré-examinées de manière centralisée en mer du Nord d'une capacité totale de 1,8 GW. En plus du montant de l'offre que le développeur est prêt à payer pour réaliser le

projet (60 points), des critères qualitatifs ont été introduits pour la première fois (décarbonation du développement éolien offshore, utilisation de technologies de fondation respectueuses de l'environnement, etc.). Finalement, les recettes engrangées dans cet appel d'offres s'élèvent à 784 Mio €, dont 90 % seraient versées au gestionnaire de réseau, 5 % pour la protection de la nature et 5 % pour la pêche. Trois surfaces ont été remportées par RWE, la troisième par Waterkant.

## TRANSPORTS

### 1. Le réseau ferroviaire obtiendra 24 Mds € d'investissements d'ici 2027

La Deutsche Bahn connaît désormais le montant que l'Etat investira dans le réseau ferroviaire pour les quatre prochaines années. La publication en détail du Fonds pour le Climat et la Transformation (*KTF*, voir *supra*) dédie 12,5 Mds € à la rénovation et au développement du réseau ferroviaire : 4 Mds en 2024 et 2025, 2,5 Mds en 2026 et 2027. Cette enveloppe vient s'ajouter aux fonds provenant du budget régulier estimés à 11,5 Mds € jusqu'à la même échéance, lié à l'augmentation du péage poids-lourds. Au total, 24 Mds € seront donc investis dans la rénovation et le développement du réseau ferroviaire, un montant important mais néanmoins éloigné des 45 Mds évoqués fin mars, à la suite d'une réunion de coalition. Berthold Huber, le directeur des infrastructures de la compagnie ferroviaire, a déploré que ce montant soit moins ambitieux qu'espéré, et a comparé l'enveloppe présentée à « une goutte d'eau dans la mer ».

La Deutsche Bahn évalue publiquement le besoin d'investissement à 90 Mds €.

## 2. Les bénéfices de Lufthansa atteignent un niveau historique

Début août, Lufthansa a présenté des résultats historiques pour son deuxième trimestre 2023. La compagnie aérienne a annoncé « un nouveau record » avec un bénéfice net trimestriel de 881 Mio €. Un an plus tôt, il s'élevait à 259 Mio €, soit plus de trois fois moins. Le chiffre d'affaires pour le semestre, quant à lui, culmine à 9,4 Mds €, soit 17 % de plus que l'année précédente à la même période. L'endettement net est par ailleurs tombé en dessous du niveau d'avant la pandémie. Enfin, pour la première fois de l'histoire du groupe, il est probable que les onze marques du groupe terminent l'année dans le vert. Cette bonne santé économique doit moins au retour des voyageurs (84 % par rapport au niveau pré-pandémique) ou à une augmentation de l'offre (83 %) qu'à une forte hausse du prix des billets, en augmentation de 25 %, tandis que les coûts d'opération des avions de ligne n'affichent que 7 % de hausse. Cette stabilité affichée devrait permettre au groupe allemand d'absorber pour le mieux l'entrée au capital d'ITA Airways pour 325 Mio € (*voir veille sectorielle de mai*).

## 3. L'opinion publique allemande ouverte aux véhicules autonomes

La fédération du numérique Bitkom a présenté le 21 août les résultats d'une consultation menée auprès d'un millier de personnes sur les véhicules autonomes. Ils sont encourageants pour la filière : 57 % de la population allemande de plus de 16 ans serait prête à monter à bord d'une voiture sans chauffeur. Cette proportion

augmente concernant les trains (74 %) et les bus (73 %), mais diminue pour les bateaux (45 %) et les avions (30 %). A l'inverse, les Allemands interrogés se montrent très pessimistes sur les perspectives de déploiement des véhicules automatisés au sein du réseau de transports en commun de leurs régions : 40 % estiment ne pas s'y attendre dans les dix prochaines années, 35 % supplémentaires dans les cinq prochaines années. Seuls 5 % croient en un déploiement dans les deux années à venir. L'Allemagne s'est pourtant dotée, en juillet 2022, d'une loi qui autorise des mini-bus sans chauffeur, et sa législation est l'une des plus avancées en Europe. Certaines navettes circulent déjà sur les routes de Hambourg ou de Berlin-Tegel.

## ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

### 1. Le fabricant de semi-conducteurs TSMC annonce un investissement important en Allemagne

Le conseil d'administration du fabricant taïwanais de semi-conducteurs TSMC a annoncé le 9 août sa décision d'investir dans une usine de semi-conducteurs à Dresde. Les investissements attendus s'élèvent à 10 Mrd€ et impliquent également Bosch, Infineon et NXP. Le gouvernement fédéral, sous réserve de l'approbation de la subvention par la Commission européenne, participerait à hauteur de 5 Mrd€, mais le montant exact n'a pas encore été précisé. Le Ministère de l'Economie et de la protection du climat (BMWK) soutiendra le projet dans le cadre du Chip Act européen, qui vise à encourager les investissements privés et

publics dans la fabrication de semi-conducteurs. Robert Habeck, ministre de l'économie (Verts), a rappelé qu'une « production nationale robuste de semi-conducteurs » est particulièrement importante pour la compétitivité mondiale de l'Allemagne et s'est félicité de cette décision d'investissement qui sécurisera l'approvisionnement allemand et européen en puces. Le BMWK a par ailleurs permis à l'entreprise de commencer les travaux de construction rapidement par une dérogation. Ils commenceront au deuxième semestre 2024 pour un début de la production fin 2027. 2000 emplois professionnels directs de haute technologie devraient être créés. À l'image des discussions soulevées suite à la subvention de 9,9 Mrd€ accordée à Intel en juin, le milieu des affaires et les économistes restent mitigés quant à l'utilisation de l'aide publique comme outil central d'une politique industrielle. Siemens a également annoncé en juillet investir 1 Mrd€ en Allemagne, dont 500 M€ dans l'usine d'Erlangen où seront fabriqués des produits technologiques haut de gamme pour l'industrie. Ces annonces semblent faire écho aux propos du ministre Habeck ayant annoncé dans la presse s'attendre à des investissements massifs en Allemagne.

## 2. Le gouvernement allemand a publié sa « Stratégie Chine »

Le 13 juillet, le ministère fédéral des affaires étrangères a publié la « Stratégie Chine » du gouvernement allemand. Ce document, très attendu par les entreprises notamment, a fait l'objet de nombreuses discussions et reports depuis qu'il a été inscrit dans l'accord de coalition fin 2021. L'objectif de cette stratégie interministérielle est de structurer et orienter (conformément aux objectifs de l'UE) les relations entre l'Allemagne et la Chine, qui

d'après le gouvernement fédéral « a changé » en devenant plus offensive dans certains domaines. La Chine est décrite dans le document comme un « partenaire, un concurrent et un rival systémique » avec qui il convient d'instaurer une coopération transparente tout en réduisant les risques de dépendance dans les domaines critiques (stratégie de De-risking, qui remplace le De-coupling). L'Allemagne demande notamment de meilleures conditions-cadres pour les entreprises, une concurrence plus équitable et un plus grand respect des droits de l'homme (par l'application de la loi allemande sur la chaîne d'approvisionnement). La stratégie a reçu un accueil positif des fédérations d'entreprises, saluant l'approche de réduction des risques et l'absence de nouvelles charges bureaucratiques pour les entreprises. Pour Siegfried Russwurm (président de la Fédération de l'industrie allemande - BDI), il est essentiel de reconnaître les éléments de rivalité devenus plus évidents ces dernières années avec la Chine. Les quotidiens considèrent que le texte présenté, qui balaie un large éventail de sujets allant de la politique climatique aux droits de l'homme en passant par les prises de capitaux, est dans l'ensemble plus offensif vis-à-vis de Pékin qu'attendu. Plusieurs quotidiens, à l'instar de la Süddeutsche Zeitung, déplorent toutefois un document trop descriptif de l'état actuel des relations bilatérales et pas assez opérationnel.

## 3. L'Allemagne pourra soutenir les investissements dans les technologies vertes sans approbation de la Commission

Le 7 août 2023, le ministère fédéral de l'Economie et de la Protection du Climat (BMWK) a publié le « Règlement fédéral sur les technologies de transformation »

(« Bundesregelung Transformationstechnologien »), un cadre juridique visant à encourager la production de technologies de transformation sélectionnées. Ce règlement, approuvé par la Commission européenne en vertu de la loi sur les aides d'Etat le 19 juillet, transpose dans le droit allemand le nouvel encadrement temporaire de crise et de transition (« Temporary Crisis and Transition Framework », TCTF) en matière d'aides d'Etat, adopté par la Commission le 9 mars dernier. Les technologies concernées par le règlement sont notamment les modules solaires, les éoliennes, les pompes à chaleur, les électrolyseurs, les batteries, les installations de captage, d'utilisation et de stockage du CO2 (CCUS) ainsi que certains composants clés et leur recyclage. Les aides pourront prendre la forme de subventions directes ou d'avantages fiscaux jusqu'en 2025 inclus, avec un maximum de 150M€ par entreprise. Les aides seront accordées à condition que les entreprises s'engagent à investir sur les sites pendant au moins 5 ans pour les grandes entreprises, 3 ans pour les TPE/PME. Pour rappel, la Commission avait autorisé le 19 juillet 2023 des aides d'un montant de 3 Mrd€ à l'Allemagne visant à « soutenir les investissements privés en faveur de biens stratégiques nécessaires pour favoriser la transition vers une économie à zéro émission nette ». À l'avenir, les programmes de financement du gouvernement fédéral et des Länder qui répondent aux exigences du règlement ne seront plus notifiés à la Commission européenne en vertu du droit des aides d'Etat. D'après le communiqué du BMWK, « cela permettra de gagner beaucoup de temps et de réduire la bureaucratie ».

#### 4. Bayer revoit à la baisse ses objectifs de bénéfices pour 2023

Le rapport trimestriel du groupe Bayer, présenté le 8 août, fait état d'une baisse de son bénéfice prévisionnel allant jusqu'à 16% en 2023 pour atteindre une valeur comprise entre 11,3 et 11,8 Mrd€. Cette baisse est principalement portée par la phase de faiblesse de la division Crop Sciences (agricole), dont le bénéfice a chuté de 59% au 2ème trimestre. Alors que le glyphosate était le moteur des bénéfices de Bayer en 2022, son prix et les volumes de vente ont chuté entraînant une perte nette trimestrielle de 1,88 Mrd€ pour l'ensemble du groupe Bayer. La division Pharmaceuticals (médicaments sur ordonnance) ne peut toutefois pas compenser la baisse de bénéfice dans la division agricole. Son chiffre d'affaires a stagné au 2ème semestre et son bénéfice a reculé de 7%. Consumer Health, la troisième division de Bayer qui commercialise des médicaments sans ordonnance (aspirine et Bepanthen), a vu ses bénéfices augmenter et les objectifs de croissance fixés pour 2023 devraient être atteints. Interrogé sur la stratégie du groupe par les investisseurs lors de la présentation des résultats, le nouveau PDG de Bayer, Bill Anderson, a indiqué que « toutes les options étaient sur la table ». Une des options conseillées pourrait être la scission du groupe entre activités agricoles et pharmaceutiques. Le PDG a évoqué plusieurs priorités dont moins de bureaucratie et plus d'esprit d'entreprise dans l'organisation de Bayer. Anderson présentera ses plans pour la nouvelle stratégie début 2024.

## 5. La plus grande entreprise de recyclage de batterie lithium-ion d'Europe sera en Allemagne

Le 1er août, l'entreprise canadienne Li-Cycle a commencé l'exploitation commerciale d'une entreprise de recyclage de batterie lithium-ion à Sülzetal à Madgebourg. L'usine possède actuellement des capacités de recyclage pour 10.000 tonnes de batteries usagées par an. Cette capacité devrait doubler d'ici la fin de l'année pour atteindre 30.000 tonnes à partir de 2024. Pour l'instant en Allemagne, seule l'entreprise Primobius, soutenue par Mercedes-Benz, a mis en service une usine de recyclage d'une capacité de 10.000 tonnes de déchets de batteries par an à Hildebach, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. BASF prévoit également la construction d'une usine de recyclage en 2024 à Schwarzheide, dans le Brandebourg. Avec l'usine de Sülzetal, Li-Cycle fait son entrée sur le marché européen. Les fondateurs de Li-Cycle, Tim Johnston et Ajay Kochhar, veulent mettre en place un réseau d'usines de recyclage en Europe et en Amérique du Nord, et ont notamment prévu de construire des usines similaires en France et en Norvège. L'entreprise bénéficie du capital nécessaire grâce à des investisseurs comme Glencore (entreprise mondiale de gestion des matières premières), qui a investi 200M\$ de dollars dans Li-Cycle. L'entreprise a également bénéficié de crédits bonifiés à hauteur de 375M\$ de la part du gouvernement américain dans le cadre de l'Inflation Reduction Act.

## 6. Réunion gouvernementale au château de Meseberg

Du 29 au 30 août, les membres du gouvernement fédéral se sont réunis au château de Meseberg, dans le Brandebourg. À l'issue

des discussions, le chancelier Olaf Scholz, le ministre de l'Économie et de la Protection du Climat Robert Habeck et le ministre des Finances Christian Lindner ont présenté un plan en dix points destiné à soutenir les entreprises en cette période de ralentissement économique. La loi sur les opportunités de croissance (*Wachstumschancengesetz*) présentée par le ministre Lindner contient cinquante allègements fiscaux visant à relancer l'investissement. Il est notamment prévu d'alléger la charge fiscale d'environ 7Mrd€ par an à partir de 2024 et de plus de 32Mrd€ au total au cours des prochaines années. Le ministre de la justice Marco Buschmann a quant à lui présenté un projet de loi pour l'allègement de la bureaucratie (*Bürokratieentlastungsgesetz*). Composé de 28 mesures, celui-ci s'adressera en particulier aux PME, qui indiquent souffrir d'un véritable « burn-out » bureaucratique. Les mesures proposées devraient permettre de réaliser 2,3 Mrd€ d'économie par an. Les projets de loi seront débattus au Bundestag à l'automne.

## NUMERIQUE- INNOVATION

### 1. Les débats autour de l'utilisation des composants de Huawei s'intensifient

Une décision concernant l'utilisation de « fournisseurs à haut risque » dans les zones critiques du réseau devrait être rendue courant septembre par le ministère de l'Intérieur (BMI). Selon une analyse de Strand Consult, aujourd'hui près de 60% du réseau 5G allemand est équipé de composants du fabricant chinois Huawei.

Selon les informations du journal d'affaires Handelsblatt, le BMI a rejeté une éventuelle indemnisation pour les opérateurs téléphoniques, qui tiraient la sirène d'alarme sur les coûts engendrés par une potentielle exclusion de Huawei. Face aux entreprises, le gouvernement fédéral est partagé : le BMI et le ministère des Affaires Etrangères (AA) déplorent une dépendance potentiellement dangereuse vis-à-vis de la Chine tandis que le ministère de l'Economie (BMWK) et celui du Numérique (BMDV) soulignent les risques du retrait de Huawei pour la stabilité et la performance des réseaux 5G allemands. Toutefois, un compromis pourrait être trouvé pour permettre à Deutsche Telekom, Vodafone et Telefónica de minimiser les pertes. Concrètement, ce sont les composants de gestion de réseau et du logiciel qui sont considérés comme critique à la sécurité nationale et non les antennes. Ainsi les opérateurs pourraient continuer d'utiliser les antennes de Huawei avec des systèmes de commande d'autres fabricants. Mais un tel compromis nécessiterait que le Huawei chinois accepte d'ouvrir ses interfaces aux systèmes d'entreprises tiers.

## 2. Le nouveau plan d'action sur l'IA du ministère de la recherche : une approche Team Europe

La ministre fédérale de la Recherche Stark-Watzinger a dévoilé le 23 août son nouveau plan d'action en intelligence artificielle. Ainsi, Stark-Watzinger a énoncé trois domaines fondamentaux pour donner une nouvelle impulsion au développement de l'IA en Allemagne. Premièrement, « l'excellente base de départ » dans le domaine scientifique doit être exploitée pour être transformée en succès économique. Deuxièmement, le ministère de la

recherche (BMBF) souhaite privilégier l'approche « Team Europe » en renouvelant le partenariat avec la France qui avait été signé en 2019 et en renforçant la coopération avec les pays scandinaves. Le troisième enjeu concerne l'infrastructure, allant de l'accès aux données au personnel qualifié. Concrètement, le BMBF va ajouter 20 nouvelles initiatives aux 50 existantes pour soutenir la recherche, le développement et l'application de l'IA. Par exemple, la mise en place d'un réseau de recherche dans le domaine de l'IA neurobiologique ; un programme de soutien pour la santé numérique ou encore l'utilisation de l'IA au sein même du BMBF. Cependant, les réactions restent sceptiques : l'association fédérale de l'IA rappelle que certaines mesures avaient déjà été annoncées dans le paquet d'avenir de 2020 (acquisition de superordinateurs) et que les fonds promis (5 Mds d'euros au lieu de trois) n'ont pas été débloqués. En effet, seulement 1,28 Mds d'euros ont été dépensés jusqu'à présent. Bernhard Rohleder, directeur général du Bitkom, fédération allemande du numérique, a ainsi déclaré "Nous avons adopté une stratégie d'IA dès 2018 et étions ainsi parmi les précurseurs en Europe et dans le monde - mais c'est la mise en œuvre qui a fait défaut".

## 3. Une rentrée rythmée par les salons Gamescon à Cologne et l'IFA à Berlin

La rentrée a été marquée par le retour des salons de la tech : le plus grand salon mondial des jeux vidéo Gamescon a ouvert ses portes le 27 août à Cologne tandis que l'IFA – consumer electronics unlimited – accueillait 2 000 exposants du 1<sup>er</sup> au 5 septembre à Berlin. La France était représentée sur les deux salons par des délégations de start-ups accompagnées par

Business France sur les « French Pavillon ». Gamescom témoigne ainsi de l'influence grandissante de l'industrie des jeux vidéo en Allemagne, le 5<sup>ème</sup> plus grand marché de vente au monde. On estime que d'ici 2026, le marché des jeux vidéo dépassera largement le seuil de 200 Mds d'euros, avec un chiffre d'affaires estimé à 188 Mds d'euros en 2023. L'acceptation croissante et le soutien public ont permis la naissance de nombreuses entreprises de jeux vidéo en Allemagne, dont le nombre a augmenté de 26% au cours des trois dernières années, selon le Bitkom. Toutefois, si l'industrie cartonne, le gouvernement fédéral a annoncé réduire les subventions. En 2022, le soutien du ministère fédéral de l'éducation est passé de 6 M d'euros à 1,4 M, et devrait encore diminuer suite aux coupes budgétaires. Le salon IFA porte quant à lui sur l'Internet of Things, soit les objets connectés dans l'électroménager, la mobilité ou l'électronique. Ce salon emblématique de la capitale a accueilli les plus gros acteurs de l'industrie tels que les allemands Miele, Bosch et Siemens, les américains Amazon et Tesla ou encore les chinois Hisense, Honor et Midea. Autour d'enjeux actuels comme l'intelligence artificielle et la durabilité, les visiteurs ont pu découvrir les dernières innovations produites dans ce salon où se bousculent particuliers et acheteurs internationaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédacteurs : Willy BREDA, Bertrand LE TALLEC, Esther GOREICHY, Stéphanie JALLET, Louca DERVILLE, Antoine LECLERCQ, Adèle BESSOULE, Aénor BALAN, Alham EL AHMAR, Elsa BELLi, Lucie COURTADE

Pour s'abonner :

[berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)

Pour se désinscrire :

[berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo :

©elxeneize